



Déclaration préalable de la FSU au CDEN du mardi 5 avril 2015

Pour le 1^{er} degré

Nous sommes sûrs que dans cette salle vous avez tous entendu parler comme nous de « refondation de l'école » ou de « priorité au primaire ». A la FSU, on a bien entendu tout comme vous mais on n'a rien vu et on ne voit toujours rien venir. Juste des mots jetés et des engagements politiques non tenus ?

La contradiction entre les belles paroles adressées aux médias et la réalité du terrain devient insupportable. L'État parle de priorité quand nous ne voyons sur le terrain qu'une situation se dégrader. La priorité au primaire ce n'est pas faire retirer le label REP à une école comme Offemont qui a tous les critères pour y être. La priorité au primaire, ce n'est pas prendre aux uns pour donner aux autres ! C'est hélas ce que vous êtes obligés de faire Monsieur le Directeur Académique aujourd'hui dans votre proposition de carte scolaire.

Certes on se réjouit d'une baisse des effectifs pour l'éducation prioritaire. Cette baisse est légitime, normale, évidente, c'est juste un besoin ! 24 élèves par classe en éducation prioritaire, c'est les prémisses de la priorité ! On ne va sûrement pas considérer ça comme un effort de la part de nos dirigeants, surtout quand pour arriver à cette baisse d'effectifs, vous allez augmenter par ailleurs les effectifs des autres classes. Cette gestion de la pénurie va laisser certaines écoles dans des situations ingérables : un triple niveau à plus de 30 élèves ce n'est pas envisageable et les parents ont bien raison d'être à votre porte ce jour.

Vous l'avez dit vous-même Monsieur le directeur académique, c'est l'équation globale de départ qui ne va pas. Le compte n'y est pas ! L'ensemble des organisations syndicales présentes en CTSD se sont exprimées unanimement contre votre projet de carte scolaire, ce même projet que vous présentez ce jour. Nous vous demandons de revoir votre copie et d'entendre les arguments légitimes que parents, élus et enseignants vous avancent pour maintenir les classes notamment dans les villages car eux aussi méritent une école de qualité et la réussite pour tous les élèves.

Pour le second degré

La situation dans les collèges du département n'est pas plus réjouissante. Les choix faits par l'administration sont comme à l'accoutumée un très modeste calibrage de moyens encore bien insuffisants. Où sont les postes promis par le gouvernement depuis l'alternance de 2012 ?

En attendant cette arlésienne, le quotidien des conditions de travail des personnels reste difficile dans des classes présentant des profils d'élève plus hétérogènes et, le tout, avec des effectifs trop élevés. De ce point de vue, les moyennes prévues pour les collèges de Giromagny ou de Danjoutin préfigurent des conditions d'apprentissage particulièrement dégradées.

Par ailleurs, la prochaine carte de l'éducation prioritaire a reconnu certaines priorités qu'il fallait apporter aux collèges belfortains de Signoret, Vauban et Vinci. Cependant, les conditions d'accueil des élèves resteront tout autant délicates que par le passé dans les autres collèges du département, en particulier dans les collèges de Chateaudun et Rimbaud à Belfort mais aussi de Gosciny à Valdoie. La prise en compte des critères socioéconomiques montrent ici ses limites quand la dotation du département est elle-même ... trop limitée !

Et pourtant, les instances préparatoires à ce CDEN nous ont appris que la dotation était en hausse par rapport à l'année précédente. Outre la réforme de la pondération accordée aux collèges travaillant en éducation prioritaire – **dont le chiffrage exact ne nous a pas été communiqué à ce jour** – nous observons surtout une explosion des « bouts » de postes confiés à des enseignants en complément de service, remplaçant ou contractuel. Cette gestion de la pénurie va amener de plus en plus de collègues à enseigner dans plusieurs établissements ce qui n'est pas sans conséquence pour leurs conditions de travail. Partagés entre plusieurs équipes, plusieurs directions, plusieurs projets, ils sont parfois considérés comme des « bouches-trous » dont la présence se généralise d'année en année dans l'ensemble des 13 collèges du département.

L'avenir n'est pas plus prometteur quand les projets dévoilés par Madame la ministre nous donnent à voir un nouveau collège dans lequel la soit disant autonomie des établissements pourra aboutir à des baisses des horaires d'enseignement en français, en mathématiques ou en histoire géographie par exemple. Pour la FSU90, cette perspective n'est pas de nature à restaurer les conditions nécessaires pour redonner aux collèges les moyens d'atteindre l'objectif indispensable de réussite scolaire pour tous les élèves.

Enfin, les récentes échéances électorales ont été marquées par plusieurs orientations majeures. Tout d'abord, la montée du vote pour le Front national est inquiétante car elle nous questionne tous quant à la qualité du vivre ensemble dans le Territoire de Belfort. A son niveau, l'école se doit par tous les moyens d'apporter les conditions du dialogue et de l'émancipation de chacun des futurs citoyens qu'elle accueille. Ensuite, l'assemblée départementale connaît une alternance politique. Si nous ne préjugeons pas du niveau de priorité souhaité dans la gestion des collèges par la nouvelle équipe dirigeante, la FSU90 restera vigilante notamment sur les dossiers liés à l'accueil en restauration scolaire, aux équipements sportifs des établissements ou bien encore au suivi de l'ENT.